

# Économie & Politique Belgique

## Mischaël Modrikamen, président du Parti Populaire

# «Je suis prêt à soutenir une majorité réformatrice av

### INTERVIEW

PAR CHRISTOPHE DE CAEVEL

Lancé en 2009, le Parti Populaire a accumulé les déboires après sa première expérience électorale: divorce très rude entre Mischaël Modrikamen et Rudy Aernoudt, cruelle erreur de casting pour son unique député (Laurent Louis), exclusions à tour de bras... Sans élus ni moyens, il aurait dû sombrer. Et pourtant, le Parti Populaire est toujours bien là et bénéficie même de sondages de plus en plus encourageants. Son président fait le point à un gros mois du scrutin.

**C'est la deuxième campagne législative du Parti Populaire. Quel est l'état d'esprit? En quoi diffère-t-il de 2010?**

La différence, c'est quatre années d'expérience. Nous étions novices dans l'organisation d'un parti. Désormais, nous avons 1.800 membres répartis dans 160 sections locales. Cette force de frappe, nous ne l'avions pas en 2010. En outre, à l'époque, nous avions été pris de court par les élections anticipées. Ici, nous avons une stratégie planifiée, même si nous ne possédons évidemment pas la logistique d'un grand parti.

**Et vous avez des sondages plus favorables, qui vous placent au-dessus du seuil de 5%? On l'oublie mais en 2010, au Sénat, nous étions déjà à 4%. Nous pouvons espérer décrocher plusieurs sièges, en particulier à Bruxelles et en Hainaut. J'ai choisi de me présenter sur la liste fédérale en Hainaut, d'abord parce que je suis carolo. J'y ai vécu jusqu'à mes 20 ans. Je suis à la fois triste et en colère quand je vois l'évolution de Charleroi. Il y a énormément de souffrance, de pauvreté en Hainaut. J'ai donc décidé de défier le PS dans son fief.**

Un parti mieux organisé, est-ce aussi un parti prêt à assumer des responsabilités gouvernementales s'il dispose d'un groupe parlementaire? Bien entendu. Mais pas à n'importe quelles conditions. Il faudra mener des réformes profondes et cela implique de renvoyer le PS dans l'opposition. Son discours «Bouge à rien, tout va bien» est insupportable quand un Wallon et un Bruxellois sur quatre sont demandeurs d'emploi! Cette majorité réformatrice aurait la N-VA comme pilier. Je suis totalement en phase avec le programme socio-économique de Bart De Wever.

**Encore faut-il avoir des partenaires francophones...**

Je le répète, il ne sert à rien de diaboliser la N-VA, en tout cas son programme économique. Je crois qu'il y a moyen de faire quelque chose avec le MR et le cdH, quitte à être minoritaire du côté francophone.

**Prendront-ils le risque de s'allier à un parti émergent?**

Dans n'importe quel autre pays, il y a de l'alternance et du sang neuf. Ici, Didier Reynders et Elio Di Rupo sont là depuis les années 80. Les mêmes têtes occupent les médias depuis vingt ou trente ans, il y a un véritable blocage face au renouvellement.

Ce glacié entraîne un double effet pervers. D'une part, les quatre partis sont tous au pouvoir à un niveau ou un autre. Ils ont chacun leur part du gâteau et ne laissent entrer personne. D'autre part, on sent chez eux un mépris profond envers les nouveaux partis. Comme si, eux, étaient les seuls capables de gérer la chose publique.

Le PP est un parti sérieux. Nos cadres sont là depuis plusieurs années, nos candidats ont été testés et nous avons attiré des gens de qualité comme Luc Trullemans, Michel Renquin ou Aldo Carcaci, ancien responsable des mutualités socialistes.

**Vos positions sur l'immigration flirtent avec l'extrême droite. N'est-ce pas cela, surtout, qui vous met sur la touche?**

Qu'on arrête les caricatures: les racistes n'ont pas leur place chez nous. Je suis moi-même petit-fils d'immigré. Mais, aujourd'hui, avec notre taux de chômage, je trouve que l'immigration est excessive.

La Belgique ne peut pas absorber 150.000 arrivants chaque année. Dans certaines communes, à Bruxelles mais aussi à Verviers, on assiste à de véritables substitutions de population en une génération. Nous, nous voyons la souffrance des habitants d'origine de ces quartiers.

**Vous tentez de surfer sur la vague Marine Le Pen...**

Non, nous nous connaissons mais ce n'est pas une alliée. Son programme économique

est beaucoup trop étatiste pour nous. Mes modèles, ce sont plutôt la N-VA, en dehors de l'aspect institutionnel, ou l'UDC suisse. Ce sont des partis de gouvernement, ils prennent leurs responsabilités et évitent les écueils de l'extrémisme.

Je pourrais aussi citer Viktor Orban, qui réforme profondément la Hongrie, mais on va encore m'accuser de provocation. Pourtant, Orban, ce n'est pas l'extrême droite, c'est le PPE, le groupe parlementaire européen dans lequel on retrouve le cdH.

À l'inverse, je ne me reconnais pas dans un Gert Wilders (Pays-Bas) et son obsession anti-islam. Un parti ne doit pas critiquer une religion. Nous voulons simplement la contenir dans la sphère privée.

**Pourquoi centrez-vous alors votre campagne sur l'immigration? La priorité des citoyens n'est-elle pas plutôt l'emploi?**

Nous avons commandé un sondage l'an dernier et il a montré que l'immigration était la question primordiale, devant l'insécurité et les impôts. Une certaine intelligentsia ne se rend pas compte de la souffrance des gens.

Nous réclamons des contrôles accrus. Les étrangers qui sont en Belgique doivent contribuer au bien-être général et non continuer à se servir au buffet de la sécurité sociale. C'est impayable. Ils doivent aussi s'adapter à notre culture et non l'inverse. Nous avons mis fin aux guerres de religion en contenant la religion dans la sphère privée.

Certains musulmans veulent rompre ce consensus avec des demandes concernant le port du voile ou la fin de la mixité dans les piscines. Nous refusons les accommodements raisonnables. Grâce à Mme Milquet, la Belgique a la première parlementaire voilée d'Europe occidentale.

**Cette députée, Mahinur Ozdemir, a travaillé sobrement durant toute la législature. Vous lui faites un mauvais procès...**

Je n'ai rien contre la personne, c'est le symbole que je dénonce. Il y a 20 ou 30 pays à travers le monde qui pratiquent les coutumes de l'islam. Les gens sont libres d'aller y vivre si c'est la société qu'ils veulent.

**Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle, les gens bougent, se rencontrent et les sociétés évoluent par ce brassage...**

J'admets parfaitement une certaine évolution. Mais sur un socle de valeurs claires. Pour moi, on ne peut en aucun cas toucher aux principes de la laïcité de l'État ou de l'égalité hommes-femmes.

Ceux qui ne veulent pas de cela, ces imams qui développent des discours de haine, je n'ai aucun problème à les expulser par charters. Cela permettra l'assimilation de tous les autres étrangers. Paisiblement.

**Chartes d'expulsion, c'est le vocabulaire de l'extrême droite.**

Mais qu'est-ce que c'est l'extrême droite? Ne pas vouloir de la charia chez nous, est-ce cela l'extrême droite? Je défends nos valeurs, notre démocratie et je rejette toute once de racisme. On peut me qualifier de populiste, ça, je le prends comme un compliment.

**N'êtes-vous pas plus simplement provocateur? Vous savez que vos références à Orban ou la N-VA sont sulfureuses...**

Et vous pouvez ajouter Poutine à la liste. J'ai toujours été atlantiste mais, là, on lui fait un mauvais procès avec le cas ukrainien. Aller jouer dans le pré carré de la Russie, c'était de la provocation. Pour défendre certaines valeurs judéo-chrétiennes, nous avons besoin de la Russie. Et donc, je ne cautionne pas ce parfum de guerre froide.

Quant à la N-VA, son succès repose notamment sur son programme socio-économique. La majeure partie de ses électeurs veut des réformes, pas la fin du pays. Mais si le PS est à nouveau en mesure de bloquer ces réformes, ça nous rapprochera de la scission.

**Selon vous, Di Rupo a-t-il donc tort quand il parle d'un pays stabilisé?**

Oui, c'est stabilisé. Mais à la manière d'un équilibriste qui est toujours sur son fil. Si nous voulons de vraies réformes, ce n'est pas avec le PS, avec son immobilisme, son clientélisme et son népotisme que nous y arriverons. C'est pour cela que nous plaçons pour une autre alliance.

Le PS a rendu la Wallonie malade. Et si on le remplace par les remèdes du PTB, ça l'achèvera. Malgré les sourires de Raoul (Hebdebow). Mon modèle de société n'est pas là du tout mais dans un capitalisme bien géré, à l'image de la Suisse, du Canada ou de certains pays scandinaves.



**«Il y a 20 ou 30 pays à travers le monde qui pratiquent les coutumes de l'islam. Les gens sont libres d'aller y vivre si c'est la société qu'ils veulent.»**

MISCHAËL MODRIKAMEN  
PRÉSIDENT DU PARTI POPULAIRE

## Le «big bang fiscal» du Parti Populaire

Le programme économique du Parti Populaire est pour le moins radical. Le parti prône ainsi un système d'impôt sur le revenu limité à trois tranches: exonéré jusqu'à 12.500 euros; 25% jusqu'à 30.000; 35% au-delà. En contrepartie, les revenus seraient globalisés (travail, capital et immobilier) et les niches fiscales supprimées.

Les entreprises bénéficieraient d'une baisse à 20% de l'impôt des sociétés, d'une réduction linéaire des cotisations sociales et de la mise à zéro des cotisations pour les trois premiers emplois d'une PME. Ici aussi, on supprime toutes les niches (y compris les intérêts notionnels), ainsi que la multitude des plans d'emploi.

Cela ne compense toutefois pas l'impact budgétaire de ce «big bang fiscal» comme l'appelle Mischaël Modrikamen. Il suggère donc une compression des dépenses publiques. «Avons-nous réellement besoin de plus de 50 ministres, des Communautés, des Provinces ou de toutes ces intercommunales?», interroge le pré-

sident du PP. La simplification fiscale drastique allège en outre les charges de contrôle.

La sécurité sociale sera-t-elle touchée par les économies? Modrikamen admet quelques tours de vis dans les dépenses de médicaments mais sans plus. Il ne réclame pas non plus la limitation dans le temps des allocations de chômage. «Nous ne voulons pas jeter les gens dans la pauvreté, dit-il. Mais nous rappelons qu'il n'y a pas de droits sans obligations.»

En l'occurrence, le PP veut la réintroduction du pointage pour les chômeurs (éventuellement sous forme électronique) et des contrôles intensifs contre le travail au noir. «Après deux ans de chômage, pour continuer à percevoir ses allocations, il faudra prêter quelques heures par semaine pour la collectivité, que ce soit dans l'aide aux personnes âgées, la propreté publique ou l'accueil des enfants, dit Modrikamen. Et qu'on ne caricature pas en parlant de travail obligatoire, en référence aux plus sombres heures de l'Allemagne. Ce système se pratique en Angleterre et aux Pays-Bas.»